



Monsieur l'Inspecteur d'Académie,

Avant d'aborder la carte scolaire, je voulais ici rappeler toute notre détermination à retrouver l'aide administrative dans les écoles de Dordogne. Elle est en train de complètement disparaître. Où sont passés les moyens promis par le Ministre et le Président de la République ?

Lors de notre négociation après le dépôt de notre alerte sociale, nous vous avons interrogé sur ce sujet, la situation s'aggrave et rien ne bouge. Nous vous demandons donc d'intervenir pour obtenir les crédits nécessaires.

Les courriers des écoles pour demander le maintien de l'aide administrative se multiplient. Ces derniers concernent à la fois des problèmes humains pour les personnels EVS et la disparition d'un poste indispensable au bon fonctionnement de la direction d'école.

Venons-en à présent au sujet qui va nous occuper lors de ce CTPD : la carte scolaire.

Cette carte scolaire et la suppression de 14 postes en Dordogne sont la traduction pour notre département du choix idéologique de suppression massive de l'emploi public du gouvernement.

Nous n'assumerons pas la responsabilité de cette politique et nous nous opposerons aux suppressions proposées. D'année en année, on rogne sur tous les moyens.

Cette année, vous allez récupérer 10 emplois hors fermetures de classe. Vous proposez la suppression de 18 postes de PEMF. C'est pour nous, UNSA Education, le signe de l'ancrage de la réforme de la formation des enseignants nouvelle formule ; ou plutôt c'est la validation de l'arrêt de la formation des enseignants. La formation sur le tas voilà bien à quoi va se réduire la nouvelle formation des enseignants. Enseigner ne s'apprend plus. L'UNSA Education s'oppose depuis le début à cette réforme de la formation et ses syndicats ont proposé un autre projet cohérent.

Les RASED vont également faire les frais d'un processus de destruction supplémentaire. Petit à petit on les fait disparaître. Vous faites le choix de supprimer 2 postes de maîtres G. Quoiqu'il en soit le faible nombre de départs en formation spécialisée est bien le signe qu'on ne se donne pas les moyens de conforter cet enseignement.

Enfin, vous récupérez également des postes qui ont leur utilité : Conseiller Pédagogique EPS, poste au CDDP, coordonnateur de réseau. Là encore, progressivement, on enlève les moyens à tout ce qui constituait un réseau pour notre Ecole et un apport pour les élèves et les enseignants. Suppressions des postes de détachés des associations complémentaires, réduction de tous les moyens pas directement face à élèves. Qui va assurer ces missions très utiles et comment ? Des structures privées ?

Notre Ecole souffre vraiment de cette politique. On explore toutes les pistes pour récupérer des moyens sans que cela ne se voie trop au détriment de tout ce qui faisait la richesse de notre système.

Notre Ecole doit progresser et évoluer, mais là, on enlève tout ce qui avait permis les progrès de notre système éducatif au siècle dernier.

Pour nous l'Education est un investissement, pour ce gouvernement c'est une dépense. Des choix qui ne sont pas assumés en reportant les décisions après les élections cantonales.

L'UNSA refuse de se taire et de voir le système continuer à être maltraité de la sorte.

Quant aux postes classes, nous verrons au cas par cas et nous apporterons des arguments pour demander des abandons de fermeture. Nous espérons, en dépit de ce contexte sinistre pouvoir aboutir à des avancées pour les situations les plus délicates.

Je vous remercie

Pour l'UNSA Education
Frédéric MARCHAND
Le 4 avril 2011